



Pays : République de Guinée
Plan de Travail Annuel (PTA) 2014

Programme d'Appui à la Croissance Inclusive

Les actions du Programme Croissance Inclusive et Développement Durable du PNUD visent à aider les autorités à faire face aux défis de la pauvreté tant au niveau national que local, à travers la formulation, la mise en œuvre et le suivi évaluation de politiques et programmes macroéconomiques et sectoriels promouvant le développement et la réduction de la pauvreté. La composante Croissance et Développement durable comporte trois axes à savoir, i) la Planification stratégique et la gestion du développement, ii) la promotion des Initiatives locales et appuis en faveur du développement inclusif avec la correction des disparités de genre, et iii) la Gestion durable de l'environnement. Dans ce cadre, le programme contribuera aux effets ci-après du Plan Cadre des Nations Unies Pour l'Aide au développement :

Effet(s) du PNUAD/Programme de pays :

- (i) D'ici à 2017, une meilleure gestion stratégique du développement est assurée par des structures et organisations étatiques et non étatiques disposant des capacités techniques et opérationnelles de formulation des politiques et programmes à travers un processus participatif et inclusif ;
- (ii) D'ici à 2017, les populations les plus vulnérables en particulier les femmes et les jeunes, dans les zones les plus pauvres, disposent des capacités accrues de production, de meilleures opportunités d'emplois décents et de revenus durables et leur sécurité alimentaire est améliorée.

Produit(s) escompté(s) du Programme de Pays (DPP)

(Lié(s) à l'intervention et extraits du Plan d'Action du Programme Pays PAPP (2013-2017))

1. Les compétences institutionnelles sont développées en planification stratégique et coordination de l'aide et les politiques et systèmes d'arrangements institutionnels sont améliorés pour un meilleur suivi-évaluation du DSRP et l'opérationnalisation du Plan quinquennal (2011- 2015).
2. La stratégie nationale de micro-finance adoptée et mise en œuvre et les initiatives pilotes d'insertion économique testées dans le cadre du Programme Emplois- Jeunes (PEJ) mises à l'échelle notamment pour appuyer les jeunes et femmes des localités pauvres et défavorisées.
3. Le cadre stratégique (2013- 2017) de lutte contre le VIH/SIDA est élaboré et mis en œuvre pour limiter la propagation de l'épidémie et réduire son impact social et économique notamment sur les pauvres et les femmes.
4. Le Programme conjoint de développement économique local participatif consolidé en Guinée Forestière et initié en Haute Guinée pour la régionalisation et l'accélération de l'atteinte des OMD en partenariat avec les autres agences du Système des Nations Unies.

aly

Partenaires de réalisation :

- **Institutions de tutelle signataires :** Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (Gouvernorats de N'Zérékoré et de Kankan).
- **Structures déléguées de supervision :**
 - Secrétariat Permanent chargé de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté;
 - Gouvernorat de la Région Administrative de N'Zérékoré;
 - Gouvernorat de la Région Administrative de Kankan.

Autres partenaires :

- **Nationaux :** Ministère de la jeunesse, de l'emploi des jeunes et du sport, Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Présidence de la République (Agence Nationale de Micro-finance), Primature, Ministère de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Affaires Sociales, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique/CNLS, Ministère du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'artisanat, Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), Universités de Conakry (Chaire de Sociologie, Laboratoire d'analyse économique et statistique), Association Professionnelle des Institutions de Micro finance de Guinée (APIMG), Institutions de micro finance (IMF), Secteur privé, les ONG et Associations.
- **Internationaux :** OIT, PAM, ONUDI, FAO, Banque Africaine de Développement (BAD), Union Européenne, Coopération Française, Ambassade d'Espagne, Peace Bulding Fund (PBF), USAID, PLAN GUINEE, PACV, FIDA (PNAAFA).

Texte explicatif

Depuis 2011, la Guinée sort progressivement d'une profonde crise politique (effritement de l'autorité de l'Etat, déliquescence des services de sécurité, dysfonctionnements dans la justice, absence de dialogue politique constructif avec l'opposition, manque de cohésion sociale...). La crise a été aussi économique avec, notamment entre 2005 et 2010 une baisse du PIB par tête de 5,4%, une inflation cumulée de 124% et un important déficit des finances publiques. Enfin, la crise a été sociale avec une pauvreté dont l'incidence est estimée à 55,2% en 2012.

A la suite des élections présidentielles de 2010, une vision a été dégagée pour faire de la Guinée un pays émergent à l'horizon 2035 à travers la transformation de ses potentialités économiques pour le bénéfice des populations. Cela nécessite la rénovation des infrastructures, une main d'œuvre qualifiée, un environnement des affaires de qualité et un Etat garant du respect de l'intérêt général et capable de piloter ce processus complexe. Des avancées ont été enregistrées avec l'assainissement du cadre macro-économique et l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2012. La transition politique a été achevée en 2013 avec l'organisation des élections législatives. Enfin, des avancées notables ont été enregistrées dans la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). En s'appuyant sur ces avancées, la Guinée a organisé à Abu Dhabi, la Conférence des partenaires et investisseurs privés pour échanger sur sa vision et les projets transformateurs qui la soutiennent.

Malgré ces avancées, les acquis restent à consolider dans un contexte encore marqué par des incertitudes. La pauvreté est toujours massive et en forte progression dans le milieu urbain. L'accès et la qualité des services publics de base (santé, éducation, eau, assainissement, énergie...) restent encore problématiques. La question de l'emploi, notamment celui des jeunes, demeure un sujet de préoccupation avec une offre

d'emplois restreinte et de faible productivité. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 34 ans s'élève à 20% en milieu urbain (24,5% pour Conakry) et la plupart d'entre eux disposant d'un emploi opèrent dans le secteur informel et/ou sont en situation de sous-emploi. D'une manière générale, les attentes d'investissements privés, notamment dans le secteur minier, tardent à se concrétiser, ce qui ne facilite pas la création d'emplois. Dans la perspective de la transformation économique, il faudrait donc accélérer les réformes nécessaires à l'investissement et à la valorisation des potentialités économiques du pays (rénovation du cadre juridique et réglementaire des affaires, y compris les partenariats publics-privés).

Le présent Plan de Travail Annuel (PTA) est le deuxième du cycle de programmation 2013-2017. Il s'inscrit dans une logique de continuité et de consolidation des interventions précédentes du PNUD dans le domaine. Il s'agira principalement cette année de :

- Poursuivre l'accompagnement dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et planifications stratégiques du développement et la coordination de l'aide;
- Rationnaliser, documenter et accompagner le passage à l'échelle de certaines expériences de terrain en cours de mise en œuvre (développement local, emploi des jeunes, etc.);
- Favoriser les initiatives locales et d'appui à la lutte contre la pauvreté et la correction des disparités de genre au niveau central et dans les régions pauvres ainsi que la prévention des risques du VIH/SIDA sur la population active, notamment les femmes.

Plus spécifiquement, il s'agira des résultats suivants :

I. Résultats annuels attendus en 2014

I.1. La Politique et la Planification Stratégique du Développement sont élaborées et mises en œuvre.

I.2. Les capacités institutionnelles des structures partenaires sont renforcées :

- **Les Cellules de suivi et de coordination de la SRP et des OMD aux niveaux sectoriel, régional et préfectoral sont opérationnelles et contribuent à la production des rapports de mise en œuvre de la SRP et des OMD afin d'améliorer et assurer une meilleure coordination et un suivi régulier de la mise en œuvre du DSRP et de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement au niveau central et déconcentré.**
- **Un appui subséquent est fourni au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3). Il s'agit d'appuyer l'Institut National de Statistiques à dénombrier la population totale et les habitations du pays en vue d'obtenir une base de données fiable et s'en servir dans la conception des politiques et stratégies de développement.**
- **Les bases de données sont actualisées pour les Ministères de l'Agriculture, des Transports, de l'Environnement & Eaux et Forêts en vue d'améliorer la production automatique et régulière de rapports statistiques multidimensionnels utilisables à la demande.**
- **Un mécanisme cohérent de coordination et de suivi-évaluation de la Politique Nationale Genre (PNG) et de la Convention relative aux formes de Discrimination à l'égard des Enfants et des Femmes (CEDEF) est fonctionnel aux niveaux central, régional et préfectoral. Ce résultat favorisera la mise en œuvre correcte de la PNG et de la CEDEF afin d'assurer la promotion du genre et la protection des femmes et des enfants.**
- **La base de données harmonisée pour le suivi des indicateurs nationaux et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) avec l'outil Dev.Info est mise en place et validée ; les cadres chargés d'analyse statistique et de suivi-évaluation de la SRP et des Ministères du plan, de la jeunesse, des sports et de l'emploi des jeunes, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle sont formés à son utilisation. en vue d'un suivi efficace de l'évolution des indicateurs nationaux de développement et ceux rattachés aux OMD et mieux orienter les politiques et stratégies de développement.**

- **Les bases de données existantes, portant sur la pauvreté, le chômage et l'emploi, sont analysées et désagrégées par sexe** dans l'optique d'une prise en compte de la dimension Genre dans l'analyse situationnelle de la pauvreté, du chômage et de l'emploi en vue de l'intégrer dans toutes les politiques/stratégies de développement du pays.
- **Le forum régional de développement est organisé et les partenaires sont mobilisés en faveur de la lutte contre la pauvreté dans la région de N'Zérékoré.** en vue d'un suivi efficace permettant de créer une synergie d'actions communes entre les acteurs de développement en vue de faire un plaidoyer responsable pour la prise en compte des défis majeurs de développement auxquels la région est confrontée.

Les capacités opérationnelles et de gestion du Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SP/SRP) et des Ministères partenaires sont renforcées. Ce résultat permet de renforcer les capacités techniques, financières et de gestion des partenaires nationaux en vue de pouvoir administrer efficacement les projets/programmes d'exécution nationale dont ils sont porteurs auprès du PNUD. Ce grand résultat comprend les sous résultats suivants :

- **Le cadre de coordination et de suivi des recommandations de la conférence des bailleurs de fonds et investisseurs d'Abu-Dhabi pour la mobilisation des ressources est opérationnel** Les Ministères du Plan, de l'Economie & Finances (DNPIP et DNIP) disposent de nouvelles capacités techniques et institutionnelles pour assurer une pratique de programmation et de suivi-évaluation des investissements publics efficace et basée sur les résultats de développement.
- **Intégration des aspects Genre dans les politiques assurée : la politique Nationale Genre est largement diffusée auprès des départements ministériels** impliqués dans la gestion des Programmes d'appui à la Croissance, les Institutions de Micro finance partenaires, les députés les Conseillers Economiques et Sociaux et du Conseil National de la Communication en vue de l'appropriation de son contenu et sa prise en compte dans l'exercice de leurs fonctions. .

I.3. Les initiatives locales pour favoriser le développement inclusif.

I.3.1. Les initiatives d'autonomisation et d'insertion socioéconomiques en faveur des jeunes (garçons et filles) sont développées :

- Une étude des effets et impacts du micro crédit sur les conditions de vie des jeunes et des femmes est réalisée, la stratégie de consolidation des acquis et de mise à échelle des expériences des projets "Entreprenariat Agricole" et "Vivres Contre Apprentissage" est déterminée et une stratégie claire de sortie est élaborée.
- De nouveaux jeunes leaders des organisations de jeunesse ont des compétences sur le Volontariat Jeunesse et participent au développement des collectivités de base des préfectures du pays et les Communes de Conakry.
- Des emplois permanents et temporaires sont créés dans le pays en faveur des jeunes (filles et garçons).
- Le Projet d'Entreprenariat Agricole est mis à l'échelle dans les Ecoles Nationales d'Agriculture et d'Elevage (ENAE) de Macenta et de Kankan.

I.3.2. Les initiatives d'autonomisation des femmes et l'accès aux services énergétiques décentralisés sont élargis et renforcés.

- **La capitalisation des acquis des plateformes multifonctionnelles est réalisée et les zones d'implantation des PTFM ont connu une extension géographique dans le pays:** Il s'agira de tirer les leçons de la phase antérieure du projet plateformes et doter les nouvelles zones de pauvreté en plateformes multifonctionnelles en vue de réduire la pénibilité des travaux de transformation des produits agricoles des femmes. Les investissements communautaires en faveur

des OMD sont finalisés dans 3 CR pilotes (Lainé, Nongoa et N'Zébéla).

- Des Communes Rurales du pays (dont N'Zébéla et Koundou en priorité) ont accès à l'électricité rurale à partir de 4 plateformes multifonctionnelles installées.
- Les initiatives communautaires de développement des moyens d'existence durables sont consolidées dans la région de N'Zérékoré à travers l'augmentation superficielles semencières en riz NERICA et les banques de céréales mises en place sont équipées et fonctionnelles, en partenariat avec le PAM. Les structures pérennes de l'Etat sont responsabilisées comme point d'encrage institutionnel et politique durable du Programme PTFM en Guinée.

I.3.3. Réduction de la vulnérabilité :

- Le cadre institutionnel est soutenu pour la riposte nationale contre le VIH/SIDA. Les résultats de l'Enquête de Surveillance Comportementale et Biologique (ESCOMB 2012) sont restitués et diffusés, et une cartographie actualisée des interventions, de la vulnérabilité et des risques dans la riposte à l'épidémie de SIDA est disponible.
- Le Secrétariat Exécutif du CNLS et les membres des ONG disposent de nouvelles compétences managériales, le leadership transformationnel à travers des modules de formation actualisés, validés et un personnel et des partenaires renforcés.

II. Stratégie globale d'intervention du Programme Croissance Inclusive :

Conformément aux orientations définies dans le Plan d'Action du Programme Pays (PAPP), la stratégie d'intervention du Programme Croissance Inclusive repose essentiellement sur :

- la consolidation des acquis des précédents programmes du PNUD, notamment ceux liés aux interventions du Programme d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et la gestion stratégique du Développement pour l'atteinte des OMD, des projets d'appui au genre et au VIH/SIDA, du projet OMD, du Programme Conjoint de Guinée Forestière et de la phase pilote du projet de plateformes multifonctionnelles (PTFM) ;
- la mise à l'échelle du projet PTFM sur des zones d'extrême pauvreté et en faveur des femmes ;
- l'évaluation des interventions du Programme Emploi Jeune et la mise à échelle des bonnes pratiques, incluant l'étude des effets/impacts du micro crédit sur les cibles dudit programme ;
- l'accompagnement du secteur de la micro finance sur la base des résultats d'une évaluation globale des interventions et à travers la stratégie de consolidation et de désengagement progressif du PNUD ainsi élaborée ;
- la recherche de complémentarité et de synergie d'action avec d'autres partenaires au développement : Banque mondiale, ACDI, BAD... (pour le renforcement des capacités nationales pour la mise en œuvre et le suivi du DSRP et l'amélioration du cadre de planification nationale) ; ONUDI, BIT, ONG, IMF, APIM-G, ANAMIF, PAM, secteur privé, projets BAD et Banque mondiale, etc. (pour les appuis directs en faveur des populations) ; les structures et ONG nationales et cabinets indépendants (pour les formations et l'accompagnement des bénéficiaires) ;
- l'appui au niveau stratégique où le PNUD dispose d'un avantage comparatif certain sans oublier les interventions directes pour créer davantage d'emplois et de revenus pour les jeunes et les femmes ;
- le développement/renforcement de capacités des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce plan annuel de travail ;
- la prise en compte de la dimension Genre ainsi que la prévention des risques du VIH/SIDA sur les populations pauvres (jeunes et femmes) favorisant un processus de développement participatif et inclusif ;
- les enseignements tirés de l'évaluation des effets du programme pauvreté en 2010 et des deux ateliers nationaux de capitalisation tenus à Kindia sur l'apport du PNUD dans la lutte contre la

pauvreté en Guinée (décembre 2011) et la mise en œuvre du Programme d'appui à l'emploi des jeunes (février 2011) ;

- les recommandations du dernier Comité de Pilotage du Programme ALPGDO (Appui à la Lutte contre la Pauvreté et à la Gestion stratégique du Développement pour l'atteinte des OMD) tenu en décembre 2012 à Conakry ;
- les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme Conjoint en Guinée Forestière, quoique l'étude d'impacts et/ou l'atelier de capitalisation ne soit pas encore une réalité ;
- les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet plateformes multifonctionnelles, quoique l'étude d'impacts et/ou l'atelier de capitalisation ne soit pas encore réalisé ;
- les recommandations de l'atelier de bilan annuel du secteur de la micro finance, tenu à Kindia en décembre 2013.

III. Arrangements de gestion du portefeuille du programme :

Dans une perspective de développement humain durable, et sur la base des enseignements tirés des programmes précédents, il importe d'assurer une forte complémentarité entre les programmes/projets de Croissance et Environnement & Développement Durable d'une part et entre le Programme Croissance et la Gouvernance/Consolidation de la Paix d'autre part. Cette harmonisation doit se traduire au niveau aussi bien de la planification et conception des projets que de leur mise en œuvre et suivi évaluation. Ainsi, l'exécution du programme dans sa partie opérationnelle sera conduite par une unité de gestion intégrée et de coordination des 3 axes du programme (UCP) afin d'assurer une cohérence d'ensemble aussi bien aux niveaux substantifs qu'opérationnel. Toutefois, la gestion des activités opérationnelles du Programme Conjoint de Kankan est pilotée, ses les mécanismes de gestion sont spécifiques.

- Mise en œuvre du programme sous la responsabilité du Comité de Pilotage, organe de décision, dont la fonction principale consiste à : examiner l'état d'avancement annuel de la mise en œuvre des projets sur la base des rapports établis ; décider des correctifs nécessaires pour une meilleure exécution des activités ; donner les directives nécessaires à la bonne exécution du programme. Présidé par le Secrétaire Exécutif de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté ou à défaut par le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances, le Comité de pilotage se réunit deux fois par an sur convocation de son président et un dispositif réglementaire précisera les conditions de fonctionnement du Comité de pilotage ainsi que sa composition (fonctions d'utilisateur principal, de fournisseur principal et d'assurance projet).
- **Rattachement du Programme au Secrétariat Permanent chargé de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SP/SRP)**, qui en sera la structure d'accueil en raison des activités transversales et de la nature des composantes ainsi que l'expérience acquise durant l'ancien cycle. Organe de coordination et de réalisation des activités planifiées, les capacités institutionnelles du SP/SRP seront renforcées par la mise en place d'une Unité de Gestion du Programme dont la mission s'étend à l'ensemble des tâches nécessaires à l'exécution et à la gestion du projet (mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières ; planification, suivi et coordination des actions ; suivi et évaluation périodique interne des différentes composantes ; secrétariat technique du comité de pilotage, ...).
- **L'Unité de Gestion Intégrée et de Coordination du Programme** étant commune aux trois axes du programme, chaque axe aura un Directeur National nommé par le Gouvernement. Les trois Directeurs seront assistés par un Coordonnateur National du Programme, recruté suivant les procédures du PNUD pour jouer le rôle d'Administrateur technique du programme. Le Coordonnateur National bénéficiera de l'assistance directe de 3 experts (spécialiste emploi, spécialiste en micro-finance, un gestionnaire comptable et du personnel d'appui : 1 assistant administratif, 3 chauffeurs et 1 planton. Il sera secondé dans ses tâches pour le volet Environnement et Développement Durable, par un gestionnaire de programme (rattaché au Ministère de l'Environnement des Eaux et forêts en raison de la spécificité des projets GEF). Les fonctions transversales de communication et de suivi-évaluation seront assurées par deux experts respectivement en étroite collaboration des unités concernées du bureau du PNUD.

aw

- L'Unité Intégrée de Gestion, aura entre autres mandats, la gestion quotidienne du programme dans une cohérence d'ensemble en termes de coordination, de facilitation et d'établissement des liens synergiques, substantifs et opérationnels entre les 3 axes du programme. En outre, l'unité devra participer activement à la mobilisation de ressources humaines, matérielles et financières, assure la planification et la coordination des activités, le suivi-évaluation périodique interne des différentes sous-composantes, le secrétariat technique des comités de pilotage des 3 axes et du Comité Technique Restreint.
- **Chaque composante ou sous-composante du programme est placée sous la responsabilité technique** du département ministériel dont les missions sont le plus en adéquation avec les activités menées. Dans les départements contribuant à l'atteinte des résultats et dans lesquels il n'existe pas d'unité de gestion spécifique suite aux actions de restructuration décidées par le PNUD de commun accord avec le Gouvernement, l'Unité de gestion du programme apportera l'assistance technique nécessaire notamment pour les aspects administratifs et le respect des règles et procédures NEX.

IV. Utilisation du formulaire FACE (Formulaire d'Autorisation de financement et de certification des dépenses) par les partenaires nationaux d'exécution pour demander des fonds et faire le rapport sur les dépenses par trimestre comme décrit dans le CPAP. Le Bureau pays n'ayant pas encore finalisé la micro évaluation pour la mise en œuvre du HACT (Modalité Harmonisée de transfert d'espèces) et dans une optique de préparation des partenaire d'exécution à ce nouvel outil, le formulaire FACE sera utilisé pour procéder au paiement des avances à conditions que (i) les copies des pièces justificatives des dépenses soient transmises par le partenaire d'exécution lors de la prochaine demande d'avance de fonds, (ii) selon une périodicité trimestrielle et que (iii) le montant justifié représente au moins 80% de la précédente avance de fonds. A toute nouvelle demande d'avance, doit être annexés en plus des pièces justificatives de l'utilisation de la précédente avance de fonds, un rapprochement bancaire du compte dédié au projet et un budget détaillé justifiant la nouvelle avance de fonds sollicitée.

Sont autorisés à valider le formulaire FACE, le Directeur national du projet ou son suppléant ainsi que le Coordinonateur national du programme/ou l'expert de la sous-composante par délégation de pouvoir.

La modalité d'exécution nationale (NEX) sera complétée par l'appui au NEX avec la signature de lettres d'accord avec les partenaires d'exécution.

- **Responsabilités du Gouvernement** : mettre à la disposition de l'équipe du projet des locaux avec des bureaux fonctionnels et le personnel national de contrepartie (Directeur national du programme et autres cadres fonctionnaires concernés par la réalisation d'activités spécifiques). Le Gouvernement s'engage à verser, au titre de l'exercice budgétaire 2014, une contrepartie financière de cent cinquante-cinq mille (155 000) dollars US dont cinquante-cinq mille (55 000) dollars US pour l'accélération de la croissance inclusive et cent mille (100 000) pour l'accès à l'énergie décentralisée et la contribution au financement des dépenses courantes liées notamment à l'entretien des locaux et des équipements du programme/projet et à la prise en charge de toute autre dépense pertinente non éligible sur fonds PNUD. Le financement des charges récurrentes, une fois le programme/projet achevé, relèvera du Budget de l'Etat. Le Gouvernement prendra également les dispositions qui s'imposent pour la capitalisation des meilleures pratiques et expériences développées par le Programme.
- **Principaux risques encourus** dans le cadre de la mise en place et du fonctionnement du programme : un retard dans la mise en place de la contrepartie de l'Etat ; la faible maîtrise de l'esprit et des modalités pratiques de mise en œuvre de l'Approche Harmonisée de Transferts de Fonds (HACT) et des procédures de gestion du PNUD ; l'instabilité monétaire et le risque de change ; le manque de ressources mises à la disposition des structures-cibles du programme par le Gouvernement pour leur fonctionnement normal ; les interférences des responsables administratifs et politiques dans la gestion du programme/projet.

V. Suivi et évaluation :

Conformément aux modalités préconisées par le PNUAD et aux orientations décrites dans le PAPP, le

dy

suivi et l'évaluation du programme/ projet reposent principalement sur :

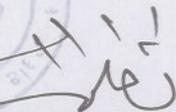
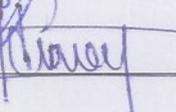
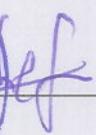
- Les rapports trimestriels de suivi et d'avancement élaborés et soumis par le Directeur/coordonnateur national de projet au PNUD et au comité de pilotage. Ils doivent servir de base à l'appréciation des demandes de décaissements faisant l'objet du rapport FACE
- La revue à mi-parcours (en fin juin ou début juillet) pour apprécier les avancées et les difficultés dans la réalisation des activités prévues ;
- La revue annuelle, effectuée au 4^{ème} trimestre de l'année en cours, en vue de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs, de tirer les enseignements et de programmer les cibles annuelles de produits et les activités pour la prochaine année. Le Rapport d'avancement standard (SPR), élaboré à l'issue de cette revue, est exploité par les Groupes thématiques et lors de la réunion d'examen annuel Du PNUAD ;
- Les visites périodiques de terrain effectuées de façon conjointe par les services techniques et les agences des Nations Unies pour le suivi de la mise en œuvre, identifier les problèmes et proposer les solutions appropriées ;
- L'audit annuel du projet ;
- Les rapports de visites périodiques sur le terrain ;
- Les évaluations d'effet prévues dans le plan de suivi-évaluation du PNUD et du PNUAD ;

Dès le début de la mise en œuvre des activités du programme/ projet, un programme de travail sera élaboré pour chaque composante sur une base trimestrielle et semestrielle. Ces programmes seront transmis au Gouvernement, au Représentant Résident du PNUD et aux agences de réalisation.

VI. Contexte juridique :

Dans le contexte de mise en œuvre des activités du PNUD, selon les modalités opérationnelles harmonisées du Groupe des Nations Unies pour le Développement (GNUD), le présent Plan de Travail Annuel (PTA ou AWP), combiné avec le PAPP dont il constitue une partie intégrante, est le document de projet visé à l'article premier, paragraphe 1, de l'accord-type d'assistance de base conclu et signé le 13 février 1975 entre le Gouvernement de la Guinée et le PNUD.

<p>Période couverte par le Programme : 2013- 2017</p> <p>Composante du Programme : Planification Stratégique et Croissance Inclusive</p> <p>Titre du projet : Programme d'Appui à la Croissance à l'Accélération de la Croissance Inclusive en Guinée (PAACIG)</p> <p>Code du projet : GIN 00085374</p> <p>Durée du projet : 60 mois (janvier 2013-décembre 2017)</p> <p>Modalité d'exécution : Exécution nationale (NEX)</p>	<p>Budget estimatif 2013-2017 (en \$ US) : 10.300.000 Budget estimatif 2014 (en \$ US) : 4 712 561</p> <p>Sources :</p> <p>Ressources allouées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources ordinaires PNUD : 1 564 346 US\$ - Financement BAD : 2 613 327 US\$ - Union Européenne : - Gouvernement Français : - PBF : 399 888 US\$ <p>Ressources à mobiliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement (en espèces) : 135 000 US\$ <p>Gouvernement (en natures) : local avec bureaux fonctionnels+ personnel national de contrepartie estimés à 50 000 \$ US</p>
---	--

Approuvé au nom de :	Signature	Date	Nom/Titre
Gouvernement :		5/2/14	Prof Koutoub Moustapha SANO (PhD) Ministre de la Coopération Internationale
Partenaire de réalisation :		06/2/14	M. Mohamed DIARRE Ministre de l'Économie et des Finances
PNUD :		05/02/2014	Mme Metsi MAKHETHA Directeur Pays du PNUD

ay

Plan de travail Annuel 2014

Produits attendus du Programme Pays	ACTIVITES PLANIFIEES	Calendrier trim. d'exécution				Responsable	Fonds	Donateur	DETAILS DU BUDGET	
		i	ii	iii	iv				LB	DESCRIPTION
<p>Priorité nationale : Amélioration de la gouvernance économique</p> <p>Effet UNDAF / Programme Pays : D'ici à 2017, une meilleure gestion stratégique du développement est assurée par des structures et organisations étatiques et non étatiques disposant des capacités techniques et opérationnelles de formulation des politiques et programmes à travers un processus participatif et inclusif</p> <p>Indicateurs d'Effet UNDAF / Programme de pays : (i) : Age, couverture et qualité des données sur les OMD et les aspects multi- dimensionnels de la pauvreté (Base : Données non mises à jour (ELEP 2007) ou de portée limitée ;</p> <p>Cible : Données de l'ELEP actualisées chaque 2 à 3 années et désagrégées par sexe, âge et région) ; (ii) Nombre de SAFIC (système d'analyse financière et institutionnelle des collectivités locales) mis en place (Base : 43 ; Cible : 68)</p> <p>Plan Stratégique 2008- 2013 : Focus areas (Poverty reduction and MDG Achievement)- Key Result Areas (Promoting inclusive growth, gender equality and MDG achievement)- Provisional Corporate Outcome : (i) Enhanced national and local capacities to plan, monitor, report and evaluate the MDGs and related national development priorities, including within resource frameworks</p> <p>Stratégie de partenariat : Le Gouvernement mettra à jour le DSRP et veillera à la qualité des données et à la dimension emploi dans la réforme de politiques sectorielles. Il mettra en place avant 2015 un dispositif cohérent de promotion de l'emploi notamment pour les jeunes et les femmes. Le PNUD apporte une ATF pour : (i) développer les compétences, les systèmes et les arrangements institutionnels pour la collecte et l'analyse des données et le S&E ; (ii) développer les compétences et les mécanismes de coordination, de suivi et de gestion de l'aide. Autres partenaires : La BAD, PAM, UE, BM contribueront à la réalisation de l'enquête pauvreté. La BM et le FMI poursuivront l'appui aux réformes de politiques macroéconomiques et la mise à jour du DSRP. Mécanismes de suivi : Rapports d'activités trimestriels consolidés par l'Unité de Gestion du Programme ; réunions trimestrielles des partenaires réunis au sein du Comité d'Effet sous l'égide du SE/SRP et la coordination technique du Ministère du Plan et de l'UCC</p>										
1. Les compétences institutionnelles sont développées en planification	Assistance technique, financière et logistique au SP/SRP pour la mise en œuvre et le suivi évaluation de la SRP et des mécanismes connexes :	X	X	X	X					

dlg

Renforcement des capacités institutionnelles des Cellules régionales chargées de la SRP	X	X	PNUD	30071	BAD/Gvt	71300 Consultants, Voyage/ Mission, Divers	45 000
						71600 74500	
Suivi des investissements publics	X	X	PNUD	30071	BAD/Gvt	71600 Equipements, Voyage/Mission	120 000
						72200	
Appui au suivi de la Conférence d'Abu-Dhabi	X	X	PNUD	30031 30071	BAD/Gvt	71200 Consultants, Contrats sous traitance	384 927,19
						71300	
Renforcement des capacités de programmation et de suivi des investissements publics	X	X	CTSP- MEF/PNUD	4000	PNUD	71600 Voyage/Mission	25 000
Renforcement de l'Unité Centrale de Coordination (UCC) au Ministère de la Coopération	X	X	PNUD	30071	BAD/Gvt	71200 Consult inter	
						71300 Consult nationaux	
Préparation du forum sur le développement de la Guinée Forestière	X	X	UCC/Coop	4000	PNUD	72100 Contrats sous trait	800 000
						71600 Equipements, Voyage Divers	
Organisation du forum sur le plaidoyer pour la mobilisation des acteurs pour la lutte contre la pauvreté en Guinée Forestière	X	X	Gouvernorat	4000	PNUD	72100 Matériels et Fournitures bureau,	10 000
						72100	
Organisation de l'atelier de remise des rapports d'études sur le SAFIC	X	X	PDLG3	4000	PNUD	72 100 Prestation Consultants	20 000
						72 100 Edition documents	1 500
Renforcement des systèmes statistiques des Secteurs de l'Agriculture, Transports et Environnement-Eaux& Forêts	X	X	INS / services sectoriels	30031	Gvt	72 200 Atelier	10 000
						71 600 Missions et Voyages	3 000
	X	X	INS / services sectoriels	30031	BAD	72 100 Atelier de remise rapports SAFIC	0
						72 100	
	X	X	INS / services sectoriels	30031	BAD	74500 Divers	25 000
						71200 Consult. Int	115 000
	X	X	INS / Services	30031	BAD	71300 Consult. Nat.	90 000
						71300	
						71600 Voyage / mission	42 000

ay

Stratégie de partenariat: Le **Gouvernement** mettra en place avant 2015 un dispositif cohérent de promotion de l'emploi notamment pour les jeunes et les femmes. Le PNUD apporte une ATF pour accompagner la réforme des politiques et la mise à l'échelle des initiatives et programmes pilotes orientés directement vers l'emploi et la lutte contre la pauvreté notamment pour les jeunes et les femmes. **Autres partenaires :** La BM, Espagne et ONUDI apporteront un appui à la mise en œuvre du programme d'emplois des jeunes. **Mécanismes de suivi :** Rapports d'activités trimestriels consolidés par l'Unité de Gestion du Programme; réunions trimestrielles des partenaires réunis au sein du Comité d'Effet sous l'égide du SE/SRP et la coordination technique du Ministère du Plan et de l'UCC

	Réalisation d'une étude des effets et impacts du micro crédit sur les conditions de vie des jeunes et des femmes et la faisabilité d'une mise à échelle des expériences des projets Entreprenariat Agricole et Vivres Contre Apprentissage	X	X		PNUD	4000	PNUD	71 300	Consultant	60 000
2. La stratégie nationale de micro finance adoptée et mise en œuvre et les initiatives pilotes d'insertion économique testées dans le cadre du Programme	Réalisation des missions périodiques de suivi évaluation des interventions (Programme, PNUD, APIM-G, cadres nationaux) et participation aux activités des autres partenaires sur le terrain	X	X	X	UCC/PNUD	4000	PNUD	71 600	Mission/ Voyage	40 000
Emplois jeunes (PEJ) mis à l'échelle notamment pour couvrir les jeunes et femmes des localités pauvres et défavorisées.	Formation et au déploiement de 60 nouveaux jeunes volontaires dans les Collectivités locales de 20 préfectures du pays et 5 Communes de Conakry	X	X		PNVJ/MJEJS	4000	PNUD	72100 71600	Formation, Suivi/Appui-conseil	25 000
	Mise à échelle de l'initiative Entreprenariat Agricole (Songhai) aux ENAE de Kankan et Macenta	X	X		MJEJS/PNUD	4000	PNUD	72 600	Mise à disposition de fond de crédit, Voyages/Missions	290 000
2.1 En faveur des jeunes	Renforcement ligne de crédit de RAFOC en faveur des jeunes et femmes de la région de Kankan	X	X		DRASPFE IRJ	4000	PNUD	72 600	Dotation RAFOC en fonds de crédit	110 000
	Mise en œuvre le Projet Emplois Jeunes financé par le PBF dans les villes de N'Zérékoré, Macenta, Lola et Guéckédou	X	X	X	Mairies	3000	PBF	72 100	Consolidation assainissement à N'Zérékoré, Lola et Macenta	159 379

aly

<p>2.2 En faveur des femmes et élargir l'accès aux services énergétiques décentralisés</p>		X	X	X	X	X	Mairies	3000	PBF	72 100	Assainissement à Guéckédou	200 000
		X					PNUD	3000	PBF		Direct Costing	10 000
	Réalisation de l'Enquête Nationale sur l'Emploi (ENE-2014) et l'évaluation du Salon de l'Emploi (éditions SADE de 2007 à 2012)	X	X				AGUIPE/PNUD	4000	PNUD	71300 71600	Enquête, Evaluation Missions/Voyages	0
	Formation des jeunes leaders socioéconomiques sur le terrain par des structures de gestion et de suivi	X	X	X	X		ONG/PNUD	4000	PNUD	72100	Formations Suivi/Appui-Conseil	0
	Etude diagnostique de 150 OCB de femmes/jeunes et 15 unions et l'élaboration d'un plan de restructuration et de renforcement de leurs capacités		X	X	X		SERPROMA (Ex SERACCO)	4000	PNUD	72 100	Recrutement d'un Bureau d'études	10 000
	Organisation de 2 réunions de concertation entre gestionnaires et bénéficiaires des PTFM et acteurs de la Micro finance sur le partenariat et échange de bonnes pratiques	X	X	X	X		NEX	4000	PNUD	72100	Cercle d'Intérêt et de Concertation entre acteurs des PTF	10 000
	Renforcement des comités féminins de gestion de 17 PTF installées en GF	X					CAC	4000	PNUD	72100	Renforcement de 17 CFG/PTF	10 000
	Finalisation de l'installation de 2 mini réseaux électriques à partir des PTF dans les villages de N'Zébéla (Macenta) et Koundou (Guéckédou) et formation des comités de gestion	X					CAC	4000	PNUD	72100	Missions de suivi/Appui-conseil	2 000
								4000	PNUD	72100	Installation réseaux	6 000
								4000	PNUD	72100	Formation/ Renforcement	1 500
								4000	PNUD	72100	Réhabilitation, Elargissement, Capacitation, Maturation	40 000

aly

Capitalisation et Vulgarisation des acquis des phases antérieures du projet PTFM	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	71300 63400	Validation méthodes et outils, Validation références techniques, Partenariat, Formation, Capitalisation	10 000
Mise à échelle/extension des zones d'implantation des PTFM en Guinée (6 nouvelles PTFM)	X	X	X	X	PNUD/BND		Gvt	72200	Installation 6 nouvelles PTFM dans les zones d'extrême pauvreté, non couvertes par le projet	30 000
Viabilisation et pérennisation du concept et de l'action PTFM	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	72200 75700 73300	Elaboration modules optimisés, Responsabilisation structures pérennes de l'Etat	30 000
Etude de faisabilité participative pour l'installation de 4 PTFM		X		X	IRIND/PME	4000	PNUD	72100	Prestation C.A.C./ATC	10 000
Installation de 4 PTFM			X	X	IRIND/PME	4000	PNUD	72100	Equipement PTF, Prestation pour installation PTFM	50 000
Installation de 2 réseaux électriques villageois dans 2 communautés			X	X	IRIND/PME	4000	PNUD	72100	Mise en place de 2 réseaux électriques villageois	40 000
Formation des comités de gestion des PTFM et du réseau des artisans			X	X	IRIND/PME	4000	PNUD	72100	Formation, Suivi/Appui-conseil (coaching)	5 000
Sous total 2					Sous total Part PNUD					1 148 879
					Sous total Part PBF					749 500
					Sous total Part Gvt					369 379
										30 000
Promotion du Genre	Réalisation d'une révision/mise à jour basées sur le Genre des bases de données sur la pauvreté, le chômage et l'emploi				PNUD/INS	4000	PNUD	71 400	Consultant National	5 000
			X			30031	Gvt	72 200	Equipement/Fournitures	25 000

aly

<p>3. Le cadre stratégique 2013-2017 de lutte contre le VIH/SIDA est élaboré et mis en œuvre pour limiter la propagation de l'épidémie et réduire son impact social et économique notamment sur les pauvres et les</p>	Production de 1500 copies de la Politique Nationale Genre et sa Vulgarisation au sein de la nouvelle Assemblée Nationale, de la Cour Suprême, du CES et du CNC	X	X	X	CNLS	4000	PNUD	72100	Reprographie, Ateliers	15 000
	Evaluation des effets/impacts de la formation en leadership transformationnel de 60 femmes en 2013	X	X		PNUD	4000	PNUD	72 100	Consultant National, Evaluation	5 000
	Opérationnalisation des mécanismes de coordination, suivi évaluation de la Politique nationale Genre et de la CEDEF aux niveaux central, régional et préfectoral		X	X	MASPFÉ	4000	PNUD	71 600	Suivi PNG et CEDEF	10 000
	Organisation de rencontres d'échanges et de formation sur le Genre aux niveaux national et international	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	71 600	Missions/Voyages sur le Genre	0
	Promouvoir la participation des femmes dans la formulation des PDL et PAI (PCK)	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	72 100	Actualisation des PDL des communautés rurales	15 000
	Actualisation de la cartographie des risques et de la vulnérabilité, des offres de services et des interventions dans la riposte à l'épidémie de SIDA ...				CNLS	4000	PNUD	72 100	Elaboration TDR	0
	Vulgarisation des résultats de l'Enquête de Surveillance Comportementale et Biologique (ESCOMB 2012)	X	X	X	PNUD/UCP	4000	PNUD	71 400	Recrutement Consultant National	5 000
					CNLS	4000	PNUD	72 100	Atelier de restitution	5 000
					CNLS	4000	PNUD	72 100	Préparation atelier	0
	Célébration de la Journée Internationale du VIH/SIDA			X	CNLS	4000	PNUD	72 100	Atelier de vulgarisation	10 000
	Elaboration de la Proposition VIH au fonds Mondial (note conceptuelle)		X		CNLS	4000	PNUD	72 100	Journée SIDA	0
				X	CNLS	4000	PNUD	72 100	Contrat sous-trait	0

delcy

femmes.	Renforcement des capacités du SE/CNLS en leadership transformationnel: compétences managériales et leadership du personnel, des acteurs et partenaires; Révision et validation des modules de formation en management et leadership	X				CNLS	4000	PNUD	72 100	Formation, Atelier/Conférence	5 000	
	Renforcement des AGR des ONG et réseaux de PVVIH	X				R/PVVIH	4000	PNUD	72100	Contrat sous-trait	5 000	
Sous total Part PNUD												
Sous total Part Gvt												
Sous total 3											105 000	
4. Les initiatives communautaires de développement des moyens d'existence durables sont consolidées dans la région de N'Zérékoré	Finalisation des investissements communautaires en faveur des OMD dans 3 CR (Lainé, Nongoa et N'Zébéla)	X				Les 3 CR concernées	4000	PNUD	72100	Achèvement poste de santé de Doumou (N'Zébéla) et réception	2 495	
	Renforcement des Organisations Paysannes dans la gestion de 8 banques de céréales	X			X	CNOGP	4000	PNUD	72100	Renforcement des banques de céréales	15 260	
	Organisation/Structuration et renforcement de capacités des producteurs de semences de riz NERICA en partenariat avec la DRA, l'IRAG et la CNOGP	X				DRA	4000	PNUD	72100	Suivi CNOP, Appui-conseil Gestion banques	2 000	
							4000	PNUD	72100	Appui à la production de semences à l'échelle	12 000	
							4000	PNUD	72100	Suivi technique et appui-conseil	1 500	
							4000	PNUD	72100	Appui à la mise en place du mécanisme commercialisation et rentabilisation de l'activité	3 000	
							4000	PNUD	72100	Prestation PME	0	
							4000	PNUD	76100	Missions suivi DPA	1 500	

Equipe N'Zérékoré	Salaires Staff et charges sociales (Guinée Forestière)	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	71100	FTA International (3 mois)	45 000	
							4000	PNUD	71400	Staff national	33 043	
	Fonctionnement (PCGF)	X					CPC	4000	PNUD	73400	Fonctionnement véhicules, motos et Grpe électrogène	10 000
			X	X	X			4000	PNUD	72200	Fournitures et consommables bureau	3 000
								4000	PNUD	72400	Communication, entretien des équipements	3 000
								4000	PNUD	72100	Services (Gardiens, Nettoyage, etc.)	3 000
								3000	PBF	72 100	Edition d'un bulletin PCGF	4 348
			X	X	X	X		CPC	4000	PNUD	72100	Atelier de revue (1)
	Communication et Visibilité du Programme (PCGF)							4000	PNUD	71600	Rencontres trimestrielles PNUD/projets et revue annuelle PNUD	6 000
								4000	PNUD	74100	Audits NEX	0
			X	X	X	X		4000	PNUD	63400	Formation / Learning cost	0
	Personnel: Coordination et antennes	X	X	X	X		NEX	4000	PNUD	71400	Honoraire personnel (20)	26 000
										71300	Consultants nationaux (10)	
Equipe PTFM/PDLG3	Equipement de projet	X	X	X	X		4000	PNUD	72200	Equipement informatique, bureau, solaire, roulant	0	
									72800			

Ally

	Installation et fonctionnement des bureaux	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	72100 72400 73300 72500 74500 73400 71600	Téléphone, Courrier, Entretien informatique et communication, fourniture de bureau, Assurance véhicules et vignettes, Carburant véhicules et GE, Entretien et réparation véhicules, Frais de mission	23 000
	Communication et Visibilité du Programme	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	73300		1 000
	Voyage d'études au Burkina Faso	X	X			NEX	4000	PNUD	71600		15 000
	Comité de pilotage	X	X	X	X	NEX	4000	PNUD	75700		5 000
	Salaire Staff	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	71400	Assistant Adm et Chauffeur	15 000
	Equipements	X				PNUD	4000	PNUD	72200	2 ordinateurs portables, 2 imprimantes, Divers	5 000
PC/Kankan	Fonctionnement	X	X	X	X	PNUD	4000	PNUD	73400 72400 72500	Fonctionnement véhicules, Communication (téléphone, interne), Fournitures de bureau	10 000
	Suivi-Evaluation	X	X	X	X	DRP/PNUD	4000	PNUD	72100 71600	Missions conjointes de terrain	3 000
GMS	Frais administratif et de gestion	X				PNUD	30031	BAD		GMS/Gvt	78 399,81
	Frais administratif et de gestion	X				PNUD	3000	PBF	75100	GMS/PNUD	26 161
Direct Costing	Coûts relatifs aux services généraux	X				PNUD	4000	PNUD		DC	40 000
Sous Total 5: Administration et gestion											566 499
Sous total Part PNUD											457 591
Sous total Part BAD											78 399,81
Sous total Part PBF											30 509
Total : 1+2+3+4+5 Total Général financement PTA (PNUD + BAD + PBF + Gvt)											4 712 561

dy

		1 564 346
		2 613 327
		399 888
		135 000
	Total financement PNUD (33,19%)	
	Total financement BAD (55,45%)	
	Total financement PBF (8,48%)	
	Total financement Gvt (2,88%)	

aluy